

Benalla : Castaner accuse le Sénat de vouloir obtenir la destitution de Macron



Le délégué général de La République en marche a mis en garde la commission d'enquête sénatoriale contre toute tentative de destitution du chef de l'Etat.

Le gouvernement semble craindre le Sénat. En atteste la sortie médiatique de Christophe Castaner ce vendredi 14 septembre, dont le menace formulée envers les sénateurs s'ajoute à celles des autres membres de l'exécutif. Selon [BFMTV](#), il fustige une commission d'enquête aux « *ambitions politiques* ».

« *Si certains pensent qu'ils peuvent s'arroger un pouvoir de destitution du président de la République, ils sont eux-mêmes des menaces pour la République* », a déclaré le délégué général du parti d'Emmanuel Macron. Selon lui, le fait que cette commission d'enquête pense « *qu'elle peut jouer de ses fonctions de contrôle du gouvernement pour faire tomber un président de la République commettrait une faute constitutionnelle* ».

L'opposition indignée

Un avertissement qui s'ajoute à celui de Nicole Belloubet, qui a émis mardi le souhait qu'il n'y ait « *pas d'interférences* » entre une commission et une information judiciaire. Emmanuel Macron lui-même a appelé le président de la chambre haute, Gérard Larcher, pour lui demander de « *garantir les équilibres institutionnels* ». Enfin, Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement, a fustigé l'« *ambition personnelle et politique* » de Philippe Bas, le président de la commission.

Une mise sous pression qui a fait bondir l'opposition, à commencer par Jean-Luc Mélenchon. Le leader insoumis a déploré une « *escalade sans précédent* » dans le « *bras de fer* » entre l'exécutif et le Sénat. « *On voit tout l'appareil d'État, du président de la République à la Garde des Sceaux, à monsieur Griveaux se coaliser pour soutenir monsieur Benalla* », a quant à lui fustigé Bruno Retailleau (LR).